

LES EMPLOIS VERTS

UNE VOIE
D'AVENIR POUR
L'EUROPE



The Greens | European Free Alliance
in the European Parliament



GREEN
NEW DEAL

TABLE DES MATIÈRES

page

STIMULER L'EMPLOI ET LE REDÉPLOIEMENT ÉCONOMIQUE.....	4
LES EMPLOIS VERTS, C'EST QUOI?	6
CRÉER DES EMPLOIS VERTS.....	8
EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DES EMPLOIS VERTS.....	12
SAUVEGARDER LES AVANTAGES CONCURRENTIELS.....	14
DIMINUER LES COÛTS, PROMOUVOIR LE TRAVAIL DÉCENT.....	16
UNE TRANSITION VERTE SOCIALEMENT JUSTE.....	18
LE DROIT À LA FORMATION ET À L'ÉDUCATION.....	20
LES FEMMES DANS LES EMPLOIS VERTS.....	22
LA CRÉATION D'EMPLOIS VERTS : QUELQUES EXEMPLES DE RÉUSSITE EN EUROPE.....	25

LA CRÉATION D'EMPLOI VERTS: QUELQUES EXEMPLES DE RÉUSSITE EN EUROPE	page
VILLAGE D'ANAVRA, GRÈCE:	
UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE POUR L'EMPLOI ET LA PROSPÉRITÉ.....	26
BREMERHAVEN, ALLEMAGNE:	
DES EMPLOIS POUR LES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES EN DÉCLIN.....	30
BRUXELLES ET WALLONIE, BELGIQUE:	
DES ALLIANCES ENTRE EMPLOI ET ENVIRONNEMENT POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE.....	34
BURGENLAND, AUTRICHE:	
UNE ÉNERGIE LOCALE ET VERTE POUR DE NOUVEAUX EMPLOIS.....	38
LE MANS ET LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE, FRANCE:	
DE L'AUTOMOBILE À L'ÉOLIEN, UN NOUVEL HORIZON ÉCONOMIQUE.....	42
LA RÉGION DE NAVARRE, ESPAGNE:	
CRÉATION D'EMPLOIS ET RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE.....	46
LONDRES, ROYAUME-UNI:	
DES COMMUNAUTÉS LOCALES SOUTIENNENT LA FORMATION ET LES EMPLOIS VERTS.....	50
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:	
DES NOUVEAUX EMPLOIS ET DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE.....	54

STIMULER L'EMPLOI ET LE REDÉ- PLOIEMENT ÉCONOMIQUE

Le chômage est l'un des problèmes les plus pressants qui se posent en Europe. Plus de 25 millions d'Européens – plus de 10% de la population active – sont sans emploi. La situation des jeunes est encore moins encourageante puisque près d'un jeune adulte sur quatre de moins de 25 ans est sans emploi. Dans les pays européens les plus durement touchés par la crise comme la Grèce et l'Espagne, plus de la moitié des jeunes sont sans emploi. Les politiques d'austérité ne font qu'aggraver cette situation.

A large green sign with white text that reads "Jobs NEXT EXIT". The sign is set against a background of a blue sky with white clouds. The sign is divided into two horizontal sections by a white line. The top section contains the word "Jobs" in a large, bold, sans-serif font. The bottom section contains the words "NEXT EXIT" in a smaller, bold, sans-serif font.

Jobs

NEXT EXIT

Pendant ce temps, la crise climatique et environnementale continue de s'aggraver. Les scientifiques sont plus que jamais certains que l'activité humaine modifie notre climat. Ils soulignent les dangers qui nous guettent si nous ne redressons pas la situation. Quant aux économistes, ils nous mettent en garde car plus nous attendons pour agir, plus cela nous coûtera cher.¹

Il existe pourtant un moyen de nous en sortir: **en verdissant nos économies, nous pouvons créer des emplois de haute qualité et ainsi lutter simultanément contre le chômage le changement climatique et le déclin écologique.** L'Union européenne ne peut que tirer parti de tels efforts. En restant un chef de file de l'écologie, l'UE pourrait générer des exportations supplémentaires d'une valeur de 25 milliards d'euros par an, diminuer sa facture énergétique d'un montant pouvant atteindre 350 milliards d'euros par an d'ici 2050,² réduire sa dépendance vis-à-vis des énergies et des ressources importées à des prix volatiles, et donner un coup de fouet à la sécurité d'approvisionnement de l'Europe.

En assurant la pleine implication des partenaires sociaux, en créant des programmes de formation et d'éducation ciblés, et en mettant en œuvre des politiques à la fois ambitieuses et stables qui encouragent l'innovation et les investissements verts, **des millions d'emplois verts durables et de haute qualité peuvent être créés dans toute l'Europe, en majorité au sein des petites et moyennes entreprises ancrées localement.**

Cette brochure se propose de vous informer sur les **possibilités qui s'offrent à l'Europe en matière de création d'emplois verts** et sur les **efforts déployés par le groupe Verts/ALE au Parlement européen pour stimuler les emplois verts.**

La deuxième partie de la brochure décrit certaines **expériences réussies de création d'emplois verts en Europe.** Les emplois verts en Europe n'ont rien d'un rêve utopique: ils sont déjà une réalité!

¹ Nicholas Stern, 2007. L'économie du changement climatique. La Stern Review.

² European Climate Foundation, 2010. Feuille de route 2050: un guide pratique pour une Europe prospère et à bas carbone.

LES EMPLOIS VERTS, C'EST QUOI?

Les «emplois verts» recouvrent toute activité professionnelle qui contribue à protéger l'environnement et à lutter contre le changement climatique parce qu'elle économise de l'énergie et des matières premières, encourage les énergies renouvelables, réduit les déchets et la pollution ou protège la biodiversité et les écosystèmes.

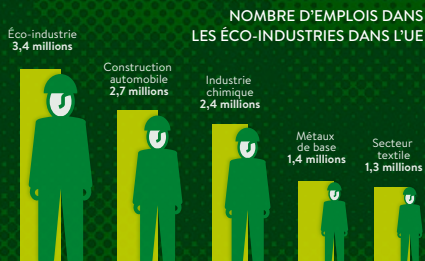
Le développement de nouveaux modes de consommation et de production durables génère un potentiel de création de nou-

veaux emplois, et de transformation des emplois existants en emplois verts de haute qualité. Cela vaut **dans presque tous les secteurs à travers l'ensemble de la chaîne de valeur, de la recherche aux services en passant par la production et la distribution**: dans les **nouveaux secteurs de haute technologie** comme les énergies renouvelables; dans les **industries traditionnelles** comme la fabrication et la construction; dans **l'agriculture et la pêche**; et dans les secteurs orientés vers les services comme **la restauration, le tourisme, les transports et l'éducation**.

Selon nous, **les emplois verts fournissent du travail décent** qui garantit à son tour une **protection sociale** adéquate, des **revenus suffisants**, des **conditions de travail saines**, le respect des droits des travailleurs et la participation des personnes aux décisions qui affectent leur vie.

³ Développer le potentiel d'emplois d'une nouvelle économie durable, résolution du Parlement européen adoptée le 7 septembre 2010. Rapporteuse: l'eurodéputée écologiste Elisabeth Schroedter.

Les Verts/ALE au Parlement européen ne ménagent pas leurs efforts pour créer davantage d'emplois verts en Europe. Par exemple, en 2010, grâce à l'initiative d'une députée européenne écologiste, le Parlement européen a adopté une résolution claire appelant à exploiter pleinement tout le potentiel d'emplois d'une économie durable tout en mettant en place des conditions de travail décentes et une transition socialement équitable.³ Les revendications écologistes présentées dans cette brochure ont toutes été reprises dans cette résolution.



Chiffres concernant l'UE-27, 2008. Source: Commission européenne, 2011: La politique environnementale de l'UE soutient les emplois et la croissance.

Les « éco-industries » englobent l'ensemble des activités liées à la production de technologies, de produits et de services qui contribuent à mesurer, prévenir ou corriger les dommages causés à l'eau, à l'air ou aux sols, et qui apportent des solutions aux problèmes écologiques comme les déchets, le bruit et la destruction des écosystèmes. Nous citerons en guise d'exemple la gestion des déchets et de l'eau, le contrôle de la pollution atmosphérique, le recyclage, la production d'énergie renouvelable et la protection de la biodiversité.



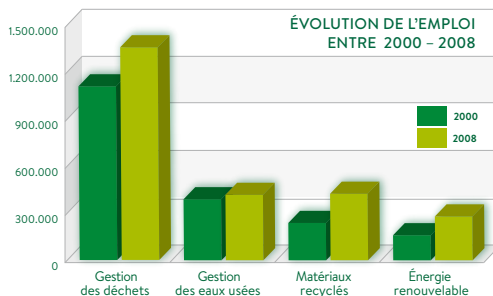


CRÉER DES EMPLOIS VERTS

DANS LES SECTEURS
ÉMERGENTS ET
TRADITIONNELS

La littérature suggère qu'**investir dans l'économie durable crée et conserve un nombre important d'emplois dans les secteurs émergents comme dans les branches traditionnelles**. Un certain nombre d'éléments particulièrement probants montrent donc que, la transition écologique aura des répercussions positives sur l'emploi. En effet, les activités économiques durables comme les économies d'énergie ou l'agriculture biologique sont plus intensives en main-d'œuvre que les activités qu'elles remplacent.⁴

Il est difficile d'estimer combien de personnes exactement occupent des emplois verts parce que les définitions en la matière divergent. Qui plus est, nous manquons de données standardisées, en particulier concernant les emplois verts des secteurs qui ne sont pas à proprement parler écologiques. Toutes les entreprises en Europe engagées dans l'amélioration de leur performance environnementale contribuent à créer des emplois verts.



Chiffres concernant l'UE-27. Source: ECORYS, 2012. Nombre d'emplois dépendant de l'environnement et améliorant l'efficacité des ressources

Depuis 2008, le secteur des **énergies** renouvelables a créé de nombreux emplois. En 2009/2010, on dénombrait près d'un million d'emplois dans le secteur, qui s'est avéré résister à la crise. Une augmentation du nombre d'emplois y a été enregistrée même entre 2010 et 2011, portant le total à 1 186 000.⁵ Pour peu que l'Europe adopte des politiques climatiques plus ambitieuses, le potentiel du secteur sera plus considérable encore. La Commission européenne a calculé en 2011 que **trois millions d'emplois supplémentaires pourraient être créés d'ici 2020⁶** et que le secteur pourrait atteindre **un total de six millions d'emplois en 2050**, à condition que l'on adopte l'objectif des 100% d'énergie produite à partir de sources renouvelables.⁷

⁴ CE, GHK, IER, 2011. Studies on Sustainability Issues – Green Jobs; Trade and Labour; Rapport final pour la Commission européenne, DG Emploi.

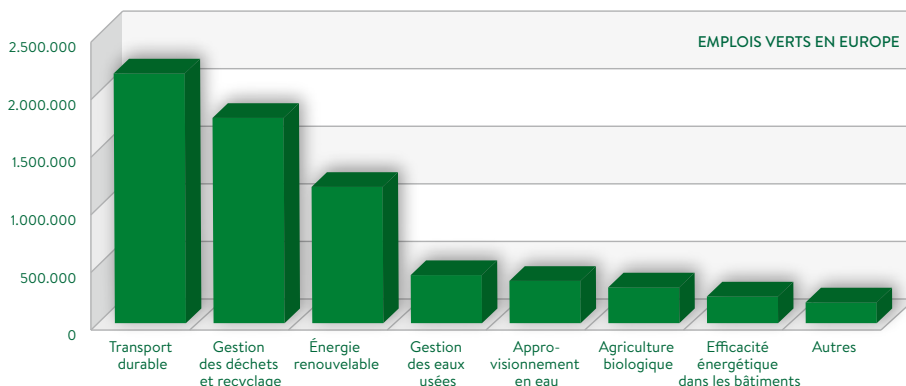
⁵ EurObserv'ER, 2012. L'état des énergies renouvelables en Europe, 12e rapport EurObserv'ER.

⁶ Commission européenne, 2011. COM(2011)31 final, Énergies renouvelables; progrès accomplis pour atteindre l'objectif de 2020

⁷ Conseil européen des énergies renouvelables, 2010. Repenser 2050. Une vision 100% d'énergies renouvelables pour l'Union européenne.

L'amélioration de **l'utilisation efficace des ressources pourrait créer entre 1,4 et 2,8 millions d'emplois** en Europe.⁸ En outre, quelque **14,6 millions d'emplois dépendent directement des écosystèmes et de la biodiversité**, notamment la sylviculture, l'agriculture et la pêche.⁹ Le verdissement de ces secteurs aurait pour effet d'augmenter le nombre de personnes qu'ils emploient. Selon les estimations, l'agriculture biologique, par exemple, emploie entre 10 et 20% de personnes en plus à l'hectare que l'agriculture conventionnelle.¹⁰

L'exemple de la sidérurgie montre que la transition écologique contribue aussi à conserver des emplois dans les industries traditionnelles sur le déclin. Les éoliennes doivent être fabriquées avec de l'acier de qualité et cette demande crée de nouvelles niches pour l'industrie, préservant l'emploi.



Chiffres concernant l'UE-27. Sources: Transport, notamment: Transport public (2008: 1 200 000): UITP, 2008. Public transport: The smart green solution!; Le rail (2004: 900 000): Commission européenne, 2008. Vers un espace ferroviaire intégré européen. Gestion des déchets et recyclage, gestion des eaux usées, approvisionnement en eau, autres (biodiversité, air, sol et nappes phréatiques, bruit et vibration) (2008): ECORYS, 2012. The number of Jobs dependent on the Environment and Resource Efficiency Improvements. Énergies renouvelables (2011): EurObserver, 2012. L'état des énergies renouvelables, 12e bilan Euroobserver. Agriculture biologique (2007): ECORYS, 2012. Efficacité énergétique dans les bâtiments (2009): ECORYS, 2012.



photo: ©monkeybusinessimages

⁸ GWS, 2011. Macroeconomic modelling of sustainable development and the links between the economy and the environment, rapport destiné à la Commission européenne, DG Environnement, préparé par Cambridge Econometrics, l'Institute of Economic Structures Research, le Sustainable Europe Research Institute et le Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy.

⁹ FEMM, GHK, Ecologic Institute, IPEE 2011. La dimension sociale de la politique en matière de biodiversité.

¹⁰ Sustainlabour, 2013. Green Jobs and related policy frameworks. An overview of the European Union.

EXPLOITER TOUT LE POTENTIEL DES EMPLOIS VERTS

Le plein potentiel des emplois verts ne pourra être exploité qu'à condition qu'un cadre juridique et financier garantissant l'investissement durable et encourageant l'innovation à long terme soit mis en place.

*Les Verts au Parlement européen exercent une pression permanente en faveur de l'adoption de ce type de cadre. En ce qui concerne les **économies d'énergie**, nous sommes parvenus à obtenir le soutien d'une majorité de l'assemblée en faveur d'objectifs ambitieux et contraignants d'ici 2020¹¹ et 2030. Les gouvernements de l'UE n'ont pas souhaité ratifier ces objectifs jusqu'à présent, mais les Verts continueront de faire pression en ce sens dans l'espoir de créer des emplois à une échelle massive. Après tout, des mesures effectives en matière d'utilisation efficace des ressources aideraient à créer ou à conserver **deux millions d'emplois verts** en Europe.¹² Un grand nombre de ces emplois concernent la rénovation des bâtiments, l'un des secteurs les plus touchés par la crise économique. De plus, ces emplois ne seraient **pas délocalisables** et seraient créés dans des **petites et moyennes entreprises locales**.*

Les Verts/ALE sont aussi parvenus à imposer des règles plus strictes en ce qui concerne les **dépenses de l'UE pour des projets durables qui contribuent à la création d'emplois**. Par exemple, nous avons défendu avec succès l'obligation pour chaque région européenne d'investir dans les économies d'énergies et dans les énergies renouvelables. Cela permettra notamment aux États membres plus pauvres de dépenser davantage de fonds européens que par le passé pour des mesures climatiques ou de protection de l'environnement. Un rapport récent estime que si nous consacrons les fonds de développement régional aux investissements verts, nous créerons plus d'emplois qu'en dépensant les mêmes montants dans les activités financées par le passé.¹³ Par ailleurs, les Verts ont préservé les règles qui régissent les **financements européens dans l'agriculture biologique et dans la pêche durable**.

En ce qui concerne les nouvelles réglementations de l'Union en matière de marchés publics, les Verts se sont battus avec succès pour que la prise en considération de critères relatifs à l'environnement, à l'aspect social et au commerce équitable, et la possibi-

lité d'introduire des écolabels soient rendues obligatoires. **Toutes ces réalisations obtenues par les écologistes sont susceptibles de stimuler considérablement la création d'emplois verts.**

Des emplois verts ne seront créés et conservés à long terme que si les politiques qui favorisent la transition écologique sont stables. Prenons l'exemple de l'Espagne qui était encore en 2008 un leader européen des énergies renouvelables. Les gouvernements successifs ont soumis les programmes de soutien à ce secteur à des réductions drastiques à partir 2009. Ce sont essentiellement ces coupes qui ont entraîné la diminution de moitié du nombre d'emplois dans le secteur depuis lors.¹⁴

¹¹ Directive relative à l'efficacité énergétique, rapport adopté par le Parlement européen le 11 septembre 2012, rapporteur: l'eurodéputé écologiste Claude Turmes.

¹² Commission européenne, 2011. SEC (2011) 779: Analyse d'impact accompagnant le plan relatif à l'efficacité énergétique.

¹³ GHK, 2011: Évaluation du potentiel d'emplois verts dans le prochain cadre financier pluriannuel.

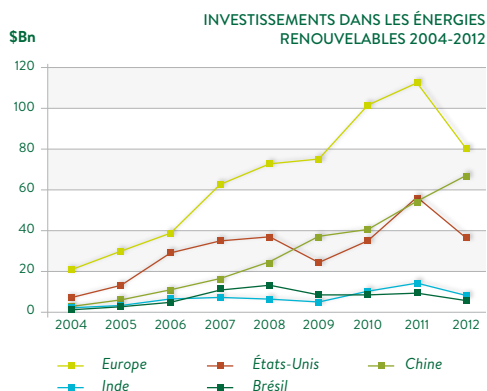
¹⁴ Données provenant des associations professionnelles des énergies renouvelables espagnoles, de l'UNEF, de Protermosolar et de l'AEE. Compilation par le journal Cinco Días.



photo: ©eliandric

SAUVEGARDER LES AVANTAGES CONCURRENTIELS

C'est maintenant que l'Union européenne doit investir dans l'économie durable si elle veut **conserver sa position de leader dans le développement et la production de biens écologiques**. Longtemps, l'Europe a joué le rôle de chef de file mondial en matière de protection de l'environnement et de développement durable. Elle dominait également les marchés mondiaux des énergies renouvelables. D'autres économies sont à présent en phase de rattrapage. Les investissements européens dans les énergies renouvelables ont par exemple baissé depuis 2011, alors qu'ils ont fortement progressé en Chine ces dernières années.



Source: Frankfurt School-Centre PNUE/BNEF, 2013. Global Trends in Renewable Energy Investment 2013

L'Europe ne peut préserver son leadership mondial que si elle investit maintenant

– et massivement – dans l'économie durable, adopte une législation ambitieuse en matière d'environnement, et accorde la priorité au climat et à la protection de l'environnement dans son budget. Ce ne sont qu'à ces conditions qu'une proportion importante des emplois verts prévus sera effectivement créée en Europe.

Dans ce contexte, les Verts au Parlement européen ont mis en avant une stratégie visant à une Renaissance de l'Industrie pour une Europe Durable. Son but est d'utiliser la durabilité pour faire levier sur la compétitivité de l'Europe au niveau mondial et créer un large éventail d'emplois verts de haute qualité.¹⁵

En outre, les Verts soutiennent activement les entreprises innovantes qui investissent dans des produits efficaces et durables. La plupart des systèmes frigorifiques et

de climatisation continuent par exemple d'émettre des gaz à «super» effet de serre, qui entraînent des dommages extrêmement graves du point de vue climatique. Des alternatives plus écologiques sont heureusement disponibles et plus de 400 entreprises et fabricants européens les utilisent déjà. Grâce à l'initiative d'un député écologiste, le Parlement européen a prévu l'élimination progressive de ces gaz nuisibles.¹⁶ Dans la mesure où jusqu'à 90% de ces systèmes utilisant ces gaz très dangereux sont importés, ces interdictions profiteront aux fabricants européens de solutions alternatives et favoriseront les emplois verts.

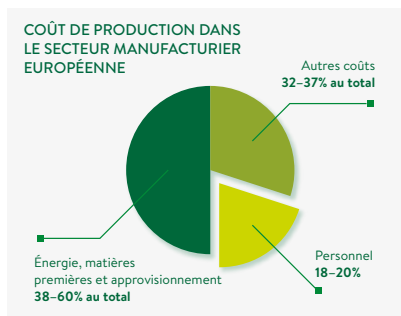
¹⁵ Données provenant des associations professionnelles des énergies renouvelables espagnoles, de l'UNEF, de Protermosolar et de l'AEE. Compilation par le journal Cinco Dias.

¹⁶ Réindustrialiser l'Europe pour promouvoir la compétitivité et la durabilité, résolution du Parlement européen adoptée le 15 janvier 2014, rapporteur: l'eurodéputé Reinhard Bütikofer.



**DIMINUER
LES COÛTS,
PROMOUVOIR
LE TRAVAIL
DÉCENT**

Les entreprises européennes s'efforcent depuis longtemps de rester compétitives à l'échelle mondiale en réduisant le coût du travail, notamment les salaires et les charges de sécurité sociale. Pourtant, **le coût des matériaux et de l'énergie consommée au cours du processus de production est souvent beaucoup plus élevé que le coût du travail**. Par conséquent, réaliser des économies dans la consommation d'énergie et de matières, un objectif central des entreprises vertes, revient à créer des avantages concurrentiels dans le futur.



Source: Greenovate! Europe, 2012. *Guide to resource efficiency in manufacturing*.

En moyenne, le travail ne représente que 18 à 20% des coûts de production totaux dans les entreprises manufacturières européennes, tandis que les matières premières et les matériaux de base représentent entre 30 et 45%, et les coûts de l'énergie, 8 à 15%.

Les économies d'énergie et l'utilisation plus efficace des ressources contribuent à diminuer les coûts de production et à éviter les fermetures d'usines tout en garantissant une rémunération convenable pour les travailleurs. De nombreux syndicats et comités d'entreprise l'ont reconnu et s'engagent aujourd'hui dans la promotion d'une production plus efficace dans l'utilisation de l'énergie et des ressources afin de soulager la pression sur les coûts du travail.

*Les Verts ont été chargés de rédiger une stratégie concernant les matières premières au nom du Parlement européen qui aura pour objectif d'atteindre encore davantage d'efficacité dans l'utilisation, la réutilisation et le recyclage des ressources, afin de créer des emplois, de stimuler la compétitivité, et de protéger l'environnement.*¹⁷

¹⁷ Une stratégie efficace des matières premières pour l'Europe, résolution du Parlement européen adoptée le 13 septembre 2011, rapporteur: l'eurodéputé vert Reinhard Bütikofer.

WORKERS'
RIGHTS
ARE
HUMAN
RIGHTS

**UNE
TRANSITION
VERTE
SOCIALEMENT
JUSTE**

Pour nous, les Verts, il est **crucial que les emplois verts favorisent le travail décent**, c'est-à-dire une protection sociale adéquate, des revenus suffisants, des conditions de travail saines, le respect des droits des travailleurs et la participation des personnes aux décisions qui affectent leur vie.

Il n'est pas toujours facile d'obtenir des **conditions de travail décentes dans un nouveau secteur comme celui des énergies renouvelables**. Une étude réalisée par la Fédération européenne des métallurgistes sur le secteur éolien en Allemagne, en France, en Espagne, aux Pays-Bas et au Danemark indique que les pressions concurrentielles, le caractère inadéquat de la représentation des travailleurs, les contrats de travail temporaires et les pénuries de compétences sont autant d'aspects qui nuisent aux conditions de travail.¹⁸ D'autres recherches pointent cependant dans des directions opposées, concluant par exemple qu'en Allemagne et en Espagne, la qualité des emplois dans le secteur des énergies renouvelables est satisfaisante,¹⁹ tandis que la dangerosité des conditions de travail et le faible niveau des salaires sont jugés problématiques dans le secteur de la gestion des déchets.

Le changement d'environnement requiert aussi de la flexibilité. Les travailleurs doivent être sûrs qu'ils sont protégés par une représentation efficace et par une sécurité sociale que garantit le régime en place dans chacun de leur État membre.

Les Verts/ALE au Parlement européen rencontrent régulièrement les syndicats et les représentants des travailleurs pour parler des moyens à mettre en place pour assurer des conditions de travail décentes dans les secteurs verts et une transformation juste au plan social. Un des objectifs est que les travailleurs sont considérés comme des partenaires à part entière et qu'ils se retrouvent gagnants et non victimes des changements. Qui plus est, les Verts sont des défenseurs indéfectibles de systèmes de sécurité sociale solides en Europe, en particulier pendant la transition écologique et pour les travailleurs entre deux emplois.

¹⁸ Fédération européenne des métallurgistes (FEM) et PCG: The European Wind Energy Sector: Green and Social? New Pathways for Workers Representation in the European Wind Sector.

¹⁹ Organisation internationale du travail, 2013: Développement durable, travail décent et emplois verts. Conférence internationale du travail, 102e session. International Labour Conference, 102nd Session.



LE DROIT À LA FORMATION ET À L'ÉDUCATION

Les Verts au Parlement européen appellent de leurs vœux une initiative de grande envergure en matière d'éducation et de formation aux emplois verts, et ce à tous les niveaux de compétences. **La transition écologique doit offrir des opportunités pour tout le monde: jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, personnes faiblement et hautement qualifiées, chômeur et actifs.** Formation et apprentissage tout au long de la vie doivent être garantis à tous les travailleurs.

Grâce à la formation professionnelle et aux programmes éducatifs, il doit être possible à un travailleur qui aurait par exemple passé 30 ans dans une mine de charbon d'acquérir les compétences nécessaires pour décrocher un emploi vert. Faute de telles possibilités, nous ne pourrions pas exploiter tout le potentiel de la transition écologique. Employeurs, travailleurs et gouvernements sont conjointement responsables d'élaborer des stratégies d'éducation et de formation cohérentes. La première étape consiste à définir les besoins nouveaux et futurs en compétences et à préciser les lacunes au niveau des compétences des travailleurs qu'il est nécessaire de combler.

*Les Verts au Parlement européen sont parvenus à faire en sorte que les mesures en matière d'emploi et de formation financées par les deniers européens prennent en considération la transition vers l'économie verte. **Nous ne ménageons aucun effort pour défendre le droit fondamental des travailleurs à la formation et pour étendre la démocratisation dans le lieu de travail.** L'innovation et la créativité ne sont pas le monopole des instituts de recherche, elles sont aussi présentes au travail chaque fois que des travailleurs proposent de nouvelles idées.*

LES FEMMES DANS LES EMPLOIS VERTS

Le potentiel de création d'emplois verts est très important dans certains secteurs comme le bâtiment, la production d'installations solaires et éoliennes, et la recherche relative aux technologies orientées vers les économies d'énergie et de ressources. Tous ces secteurs sont traditionnellement dominés par les hommes dans les États membres de l'UE, et les préjugés des employeurs et des collègues sont si profondément ancrés que de nombreuses femmes restent confrontées à de la discrimination. Par ailleurs, il est vrai que peu de jeunes femmes, aujourd'hui, orientent leur carrière professionnelle vers les mathématiques, les sciences informatiques, les sciences naturelles, ou la technologie.



photo: ©shotbydave

Les Verts/ALE au Parlement européen sont d'ardents défenseurs de la participation des femmes à l'économie verte. Pour preuve deux initiatives prises par des eurodéputés écologistes: une résolution du Parlement européen sur les aspects relatifs à l'égalité entre les femmes et les hommes dans le contexte de la récession économique et de la crise financière,²⁰ et l'appel en faveur d'une initiative européenne qui promeuve l'équilibre entre les sexes dans les secteurs où dominent traditionnellement les hommes.²¹ Les Verts sont aussi parvenus à faire de l'égalité entre les sexes un critère à prendre obligatoirement en considération lorsque les deniers européens sont dépensés pour le développement régional et pour des projets sociaux, car des études que nous avons commandées sur ce sujet ont montré que la parité entre les sexes était encore bien loin d'être une réalité.

²⁰ L'impact de la crise économique sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes, résolution du Parlement européen adoptée le 17 juin 2010. Rapporteur: l'eurodéputé écologiste Raül Romeva.

²¹ Développer le potentiel d'emplois dans une nouvelle économie durable, résolution du Parlement européen adoptée le 7 septembre 2010. Rapporteur: l'eurodéputée écologiste Elisabeth Schroedter.



LA CRÉATION D'EMPLOIS VERTS : QUELQUES EXEMPLES DE RÉUSSITE EN EUROPE

LES EMPLOIS VERTS N'ONT
RIEN D'UN RÊVE UTOPIQUE.
DANS DE NOMBREUX
ENDROITS EN EUROPE,
DES PROGRÈS ONT ÉTÉ
ACCOMPLIS EN DIRECTION
DE LA DURABILITÉ ET
CETTE ÉVOLUTION A ÉTÉ
CRÉATRICE D'EMPLOIS.

VILLAGE D'ANAVRA, GRÈCE: UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE POUR L'EMPLOI ET LA PROSPÉRITÉ

QUOI?

Développement local durable pour parvenir au plein emploi et à la prospérité.

OÙ LES EMPLOIS SONT-ILS CRÉÉS?

Agriculture biologique et élevage, production locale d'énergie renouvelable, écotourisme.

QUI EST CONCERNÉ?

Collectivités et autorités locales, agriculteurs, entreprises locales, école technique locale.

RÉSULTATS?

Chômage zéro, population en augmentation, revenus supplémentaires pour le village d'un montant total de 60 000 euros par an, nouvelles infrastructures publiques, meilleure qualité de vie.

Site web:

www.anavra-zo.gr/en



photo: ©Stamatis Lagkanis

Le village d'Anavra, perdu dans les montagnes du Sud-Est de la Grèce, a su exploiter très habilement le potentiel d'emplois de la transition écologique. Sa municipalité ne peut que s'en féliciter. Entre 2000 et 2010, **le taux de chômage est tombé à zéro, la population a presque doublé**, passant de 300 à 550 habitants, et **la qualité de vie des citoyens s'est améliorée**. La transition écologique d'Anavra a même suscité un intérêt international, à tel point que **ce village pauvre et isolé s'est mué en modèle de développement local et durable**. Sa transformation a débuté au milieu des années 1990, impliquant des changements importants dans

de nombreux secteurs de l'économie locale.

Les éleveurs traditionnels se sont tournés vers une **agriculture intégrée biologique**. Ils ont ainsi créé trois fermes comprenant un total de 25 000 animaux. Ils ont décidé de laisser moutons, chèvres, vaches et porcs paître librement dans les collines. Les villageois ont aussi construit un abattoir public disposant d'une section biologique certifiée et répondant aux normes de qualité internationale en la matière.

Dans le même temps, pour atteindre l'autosuffisance énergétique, **Anavra a fait construire un parc éolien de 20 machines** dont la production cumulée peut atteindre 17,5 mégawatts, de quoi alimenter entre 12 500 et 13 000 habitations. Deux parcs éoliens supplémentaires sont en construction actuellement; ils totalisent 23 éoliennes pour une production cumulée d'une vingtaine de mégawatts. Ces projets **devraient créer 20 emplois permanents et une centaine d'emplois temporaires**. Toute électricité excédentaire est vendue et **le premier parc éolien a généré à lui seul des recettes supplémentaires d'environ 60 000 euros** »

par an pour le village. En 2010, le village a aussi conclu un partenariat avec un collègue technique local en vue de réfléchir à la construction d'une petite centrale hydroélectrique et d'un système de chauffage centralisé fonctionnant à la biomasse.

Enfin, le village a aussi inauguré le parc écologique et culturel de Goura, d'une superficie de 120 hectares. Sa présence a favorisé l'écotourisme puisque plus de 8 500 personnes l'ont visité entre 2010 et 2012.

Le plan de développement durable d'Anavra a non seulement créé des emplois et augmenté les revenus privés, mais a aussi donné à la collectivité locale les moyens de développer ses infrastructures publiques et donc d'améliorer la qualité de vie de ses habitants. Les villageois ont ainsi installé des pompes à eau et construit des places, un dispensaire rural, des équipements éducatifs et sportifs, une maison de retraite et un centre pour les sans-abri.

Les taux de chômage et de criminalité du village sont à zéro, et l'exode a pris fin. Les jeunes restent.

La situation socio-économique florissante que connaît aujourd'hui Anavra est particulièrement stupéfiante au regard de la dureté avec laquelle la crise plombe l'économie grecque. En 2012, le PIB par habitant de la Grèce ne s'élevait qu'à 75% de la moyenne de l'UE. En 2013, le chômage y atteignait 27,8%, soit 160% de la moyenne européenne.

Sa réussite, Anavra la doit pour une large part à l'opiniâtreté de ses responsables et aux aides provenant des fonds européens.

Selon des estimations officielles, si **la Grèce parvient à engager son économie sur une voie durable, elle pourrait créer 210 000 emplois verts**, dont 27 000 seraient permanents.



BREMERHAVEN, ALLEMAGNE: DES EMPLOIS POUR LES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES EN DÉCLIN

QUOI?

Création de nouveaux emplois pour les travailleurs des industries en déclin.

OÙ LES EMPLOIS SONT-ILS CRÉÉS?

Énergie éolienne, bâtiment, ingénierie et sidérurgie, petites et moyennes entreprises locales.

QUI EST CONCERNÉ?

Autorités locales et régionales, chercheurs, travailleurs et entreprises locales.

RÉSULTATS?

Un millier d'emplois dans l'éolien à Bremerhaven, 4 050 emplois dans les énergies renouvelables dans le Land de Brême.

Site web:

<http://offshore-windport.de/en/home.html>



Sous la houlette des Verts, la coalition fédérale composée du parti social-démocrate et des Grünen a fait de la **transition vers l'économie verte sa priorité** entre 1998 et 2005. La révolution énergétique verte a ainsi pu déployer ses ailes dans le pays. Selon des chiffres officiels, en 2008, 1,93 millions de personnes travaillaient dans le secteur de la protection de l'environnement en Allemagne, soit 37% de plus que dix ans auparavant.

Bremerhaven est une ville côtière de 120 000 habitants située dans le Land de Brême. **Elle a su tirer parti de la vague écologique pour restructurer son économie qui avait été tournée depuis toujours vers la construction navale.** À la fin des années 1980, la ville est touchée de plein fouet par la récession économique. La demande est en chute libre et la concurrence des entreprises étrangères s'est renforcée. L'emploi subit de véritables hémorragies (3 500 suppressions d'emplois rien qu'avec la fermeture des chantiers navals), la population de la ville chute de près de 30%, et le chômage atteint 21% en 1997. C'est alors que le conseil municipal se résout à prendre le taureau par les cornes. Décision est prise, »

en 2001, d'exploiter pleinement les principaux atouts de la ville – main-d'œuvre qualifiée, ample savoir-faire technologique, infrastructures portuaires – en plaçant l'accent principalement sur l'énergie éolienne, et en particulier sur les fermes éoliennes en mer.

De nombreuses mesures sont prises, notamment l'investissement dans les infrastructures, la recherche dans le secteur éolien et l'intensification de formations professionnelles appropriées. L'agence de l'énergie éolienne (WAB), un réseau de près de 300 entreprises et instituts actifs dans l'énergie éolienne (production, installation et recherche), est créée en 2002. Elle sera le centre névralgique du pays pour tout ce qui concerne l'industrie éolienne en mer.

Ces efforts ont porté leurs fruits. **Aujourd'hui, à Bremerhaven, un millier de personnes sont employées dans le secteur éolien.** En comparaison, en 2012, le secteur éolien employait 117 900 personnes au total dans toute l'Allemagne. En outre, **pas moins de 4 050 personnes sont employées dans le secteur des énergies renouvelables dans l'état de Brême.**

Les petites et moyennes entreprises de la région, mais également d'autres entreprises qui fabriquent des composantes d'éoliennes, ont aussi profité de ce contexte. Bien que des efforts restent nécessaires pour diminuer le taux de chômage qui s'élevait encore à 11,1% en août 2013, il ne fait aucun doute que le développement réussi du secteur éolien a contribué à soulager les problèmes de la région.

Le parti vert allemand (Alliance'90/Les Verts) qui participe au gouvernement régional de Brême depuis 2007, **a été la cheville ouvrière du développement du secteur régional des énergies renouvelables.**



BRUXELLES ET WALLONIE, BELGIQUE: DES ALLIANCES ENTRE EMPLOI ET ENVIRONNEMENT POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

QUOI?

Promotion de la transition écologique des économies régionales, création d'emplois locaux stables et maintien de la viabilité à long terme de certains secteurs économiques.

OÙ LES EMPLOIS SONT-ILS CRÉÉS?

Petites et moyennes entreprises du secteur du bâtiment, entreprises et services dans le secteur agro-alimentaire.

QUI EST CONCERNÉ?

Autorités locales et régionales, associations professionnelles, groupements d'intérêt public, syndicats, fournisseurs de services éducatifs.

RÉSULTATS?

Un ensemble complet de mesures mises en œuvres pour répondre à la nécessité de réaliser des économies d'énergie dans les bâtiments: programmes de formations, échanges de bonnes pratiques, financements pour les particuliers et les petites et moyennes entreprises, programmes de recherche, soutien technique.

Sites web:

<http://www.aee-rbc.be/>

<http://nollet.wallonie.be/la-premiere-alliance-emploi-environnement-est-scellee-0>



Depuis 2009, les **ministres écologistes** de deux des trois régions belges, Bruxelles et la Wallonie, **ont tout mis en œuvre pour développer des «Alliances Emploi-Environnement» et ainsi créer des emplois verts**. En Wallonie, ces Alliances ont bénéficié d'un budget total de 879 millions d'euros dans le cadre du Plan Marshall 2.Vert, un programme-cadre adopté par le gouvernement wallon afin d'intégrer le développement durable dans l'ensemble de ses politiques et de redynamiser l'économie de la Wallonie.

L'idée qui sous-tend les Alliances est que **les politiques d'accompagnement de la transition écologique de certains secteurs de l'économie peuvent créer de nouveaux emplois et préserver la viabilité**

de ces secteurs à long terme. Un accent tout particulier a été placé sur **l'efficacité énergétique des bâtiments**. Près de 50% du parc immobilier wallon datant d'avant 1945, ces logements sont très mal isolés et donc très voraces en énergie. Tout emploi créé grâce aux mesures d'accompagnement **sera forcément local et ne pourra donc pas être perdu à cause de la délocalisation**.

L'initiative a été développée en étroite concertation avec l'ensemble des parties prenantes du secteur du bâtiment dans le but de le transformer en secteur de la construction et la rénovation durable. Ses objectifs sont d'encourager la faible consommation d'énergie et les améliorations écologiques apportées »

aux bâtiments existants, de définir des objectifs en matière de sources d'énergie renouvelable, recensent de nouvelles compétences et de lancer dans un plan de rénovation du parc de logements publics.

Il s'agit, en d'autres termes, de stimuler la demande de rénovation et d'écoconstructions. Parmi les mesures concrètes qui ont été prises, citons **les programmes de formation, les échanges de bonnes pratiques, le financement destiné aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises, les programmes de recherche et la fourniture d'une assistance technique**. Jusqu'à présent, 2 000 ménages et 5 500 bâtiments publics ont participé à l'initiative, lancée seulement en 2011 à Bruxelles et en 2012 en Wallonie. Les premiers chiffres sur le nombre d'emplois créés devraient être disponible très prochainement.

En outre, les Alliances nouées à Bruxelles et en Wallonie **s'attaquent à d'autres thématiques comme l'eau, les déchets, et l'alimentation**. La promotion de **cantines durables** est l'une des initiatives mises en œuvre par les ministres écologistes du gouvernement régional bruxellois.

Une petite centaine de cantines servent à présent un total de 80 000 repas par jour dans les écoles, les entreprises et les administrations publiques. Un service d'assistance pour les directeurs de cantine, divers outils d'autoévaluation en matière de durabilité, des activités de formation, des audits de durabilité et des financements ont également été mis en place par les autorités publiques

*La demande des consommateurs en denrées alimentaires durables a fortement augmenté ces dernières années dans la région de Bruxelles-Capitale. Entre 2009 et 2010, par exemple, la demande de denrées alimentaires biologiques a bondi de 20%. À Bruxelles, ce secteur qui occupe aujourd'hui 2 500 personnes, **possède un potentiel de 3 633 emplois supplémentaires rien que dans l'agriculture urbaine**, dans des domaines comme **l'agriculture, la distribution alimentaire, la gestion des déchets, l'information et la communication, le conseil et la consultation**.*



photo: @Reporters/J.Thys

BURGENLAND, AUTRICHE: UNE ÉNERGIE LOCALE ET VERTE POUR DE NOUVEAUX EMPLOIS

QUOI?

Stimuler l'emploi et la croissance, réduire la dépendance aux combustibles fossiles

OÙ LES EMPLOIS SONT-ILS CRÉÉS?

Production d'énergie renouvelable locale, agriculture et sylviculture durable, recherche et développement connexes.

QUI EST CONCERNÉ?

Forte implication des citoyens, chercheurs, agriculteurs et petites et moyennes entreprises.

RÉSULTATS?

5 560 emplois créés dans le Land; 1 000 emplois créés à Güssing, 50 nouvelles entreprises attirées vers la ville; le Burgenland est devenu la première région européenne indépendante sur le plan de la production d'électricité.

Site web:

www.guessing.co.at



En 1997, l'état fédéré autrichien du Burgenland s'est fixé l'objectif de **devenir indépendant sur le plan énergétique d'ici 2050 en produisant de l'électricité à partir de sources renouvelables disponibles au niveau local.**

Son objectif consistait à **relancer l'emploi local et à stimuler le développement économique** tout en réduisant la dépendance aux énergies fossiles et les dépenses énergétiques de la région. L'objectif a été atteint puisque le Burgenland est devenu en 2013 la première région d'Europe à

couvrir ses besoins en électricité grâce à des sources d'énergie renouvelables locales, notamment le vent, l'énergie solaire et la biomasse. Cette stratégie a **créé 5 560 nouveaux emplois dans cet état de 284 000 habitants.** Son PIB par habitant est passé de 71% (1995) à 81% (2008) de la moyenne de l'UE-15.

Parmi les 250 projets renouvelables lancés à travers tout le Burgenland, la **ville de Güssing** s'est concentrée sur la production de biomasse. Elle a utilisé les ressources locales provenant de la »

silviculture et de l'agriculture; un certain nombre d'installations de chauffage urbain et de centrales à biomasse ont été construites. La mise en œuvre de ces projets a attiré des experts en biomasse au Burgenland, situation qui a donné lieu à la création du Centre européen pour les énergies renouvelables, baptisé le «Technikum». C'est ce réseau de recherche qui a permis à Güssing de perfectionner les technologies existantes permettant de convertir la biomasse en énergie.

Plus d'un millier de nouveaux emplois ont été créés à Güssing, dont la population totale est de 26 507 habitants. Au cours des 20 dernières années, **plus de 50 nouvelles entreprises ont été soit créées, soit relocalisées dans la ville**. Güssing est ainsi devenue une sorte de modèle pour les autres régions désireuses de prendre des mesures de protection climatique active.

Beaucoup de temps, d'efforts et de ressources ont été consacrés à des campagnes de communication et de sensibilisation. Les autorités ont voulu

délibérément **informer les citoyens sur la manière dont ils pouvaient contribuer** à l'indépendance énergétique du Burgenland, **et sur les avantages qu'ils pourraient tirer** de l'approche durable et écologique adoptée par le Burgenland.

L'accès permanent à des financements est crucial pour que le Burgenland poursuive sa transition verte. **Les Verts autrichiens ont fait activement pression pour que ces ressources augmentent et pour une utilisation encore plus efficace des investissements publics**, afin que la région poursuive la mise en œuvre de son agenda vert, si innovant et si prometteur.



photo: ©Andrey Popov

LE MANS ET LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE, FRANCE: **DE L'AUTOMOBILE À L'ÉOLIEN, UN NOUVEL HORIZON ÉCONOMIQUE**

QUOI?

Création de nouveaux emplois pour les travailleurs des industries en déclin et organisation de formations.

OÙ LES EMPLOIS SONT-ILS CRÉÉS?

Secteurs éolien et du bâtiment, entreprises locales, petites et moyennes entreprises.

QUI EST CONCERNÉ?

Les jeunes et les chômeurs, les travailleurs employés dans l'automobile, l'aéronautique et l'électronique.

RÉSULTATS?

90% des travailleurs formés ont trouvé un nouveau travail, 6 240 travailleurs sont à présent employés dans le secteur éolien régional, atténuation de l'impact de la récession.

Site web:

www.paysdelaloire.fr/no_cache/region-actu/actu-detaillee/n/un-guide-pour-se-former-aux-metiers-verts/



Un programme de formation dispensé au Mans, une ville des Pays de la Loire, dans le Nord-Ouest de la France, **vient en aide aux jeunes chômeurs et aux travailleurs des industries en déclin, principalement l'industrie automobile et sa chaîne d'approvisionnement, afin de transférer leurs compétences vers de nouveaux emplois dans le secteur éolien.** En effet, pas moins de 95% des compétences présentes dans la production et l'entretien automobiles peuvent être transférées vers le secteur éolien. Résultat: 90% des 150 travailleurs

formés depuis 2009 ont trouvé un nouveau travail dans ce secteur, tandis que cinq autres pour cent continuent leur formation. Le Mans est le seul lieu de France où sont organisées des formations pour les travailleurs qui se destinent au secteur de l'éolien en mer.

Le **programme de formation** s'inscrit dans une stratégie régionale plus large déployée par le Conseil régional des Pays de la Loire dans le but de développer un nouveau secteur éolien qui serait implan- »

té localement et qui, par conséquent, créerait de l'emploi et de nouveaux créneaux d'activité. L'objectif, pour ce qui concerne le secteur éolien terrestre, consiste à accroître la capacité de production, qui passera de 480 mégawatts actuellement à 1 750 mégawatts d'ici 2020. En parallèle, la région déploie des efforts considérables pour développer un secteur éolien en mer et mène une action de stimulation à divers égards: **expertise dans l'ingénierie, recherche, formation, fabrication et assemblage des composantes d'éoliennes, logistique, installation et maintenance**. La région est déterminée à faire le meilleur usage possible de ses travailleurs qualifiés et à s'appuyer sur l'expérience considérable qu'ils ont acquise dans les industries automobile, aéronautique et électronique, mais aussi dans le secteur maritime régional.

Par conséquent, le secteur éolien dans les Pays de la Loire **emploie désormais 6 240 personnes et compte 170 entreprises dont bon nombre de petites et moyennes entreprises**, par exemple dans le secteur

du bâtiment. En outre, la capacité de production d'énergie éolienne de la région s'est accrue de 166% depuis 2009. En 2013, les Pays de la Loire arrivaient en sixième position du classement des régions françaises en termes de capacité éolienne installée. Cette activité dans le secteur éolien a aussi **atténué l'impact de la récession économique dans la région**, dont le niveau de chômage reste l'un des plus bas de France (9,1% in 2013).

Europe Écologie Les Verts (EELV), le parti écologiste français, a été l'un des moteurs de la transformation verte qui est en cours dans la région des Pays de la Loire. Le parti assurant la présidence de la commission de l'emploi et de la formation du Conseil régional, il lui a par exemple été possible de veiller à la création des programmes de formation professionnelle pertinents.



LA RÉGION DE NAVARRE, ESPAGNE: CRÉATION D'EMPLOIS ET RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

QUOI?

Création d'un secteur régional des énergies renouvelables pour diminuer la dépendance aux importations coûteuses de combustibles fossiles, construction d'une économie résiliente et création d'emplois locaux stables.

OÙ LES EMPLOIS SONT-ILS CRÉÉS?

Dans le secteur des énergies renouvelables et des petites et moyennes entreprises qui y sont associées.

QUI EST CONCERNÉ?

Syndicats, société civile, chercheurs, autorités locales, entreprises locales, travailleurs, jeunes et chômeurs.

RÉSULTATS?

3 800 emplois créés, 81% de l'électricité consommée provient des sources d'énergie renouvelable, la résilience de l'économie régionale à la crise dépasse la moyenne espagnole.

Site web:

www.cenifer.com/



photo: ©inakiantonana

Au milieu des années 1980, 86% de l'énergie consommée en Navarre n'étaient pas produite localement. Aujourd'hui, cette région jadis très dépendante des combustibles fossiles importés et aux prix fortement fluctuants s'est muée en **leader dans la production d'énergie renouvelable.**

En 1994, année de l'adoption du premier plan pour l'énergie renouvelable, la région bénéficiait de hauts revenus et le chômage y était faible. L'économie dépendait en revanche d'un nombre limité de secteurs industriels, notamment

de l'industrie automobile, qui menaçait à l'époque de délocaliser sa production à l'étranger.

Déterminé à devenir **moins dépendant des importations coûteuses en combustibles fossiles, à construire une économie plus diversifiée et résiliente, et à créer des emplois locaux et stables**, le gouvernement régional s'est associé aux syndicats, à la société civile, aux collectivités locales et aux associations professionnelles pour lancer une stratégie destinée à faire basculer l'approvisionnement énergétique de la région des combustibles fossiles »

vers les sources d'énergie renouvelables. Un centre de formation sur les sources d'énergie renouvelables a été créé pour pallier **la pénurie de travailleurs qualifiés**. Son public est composé à la fois de jeunes, de chômeurs et de travailleurs employés dans ce nouveau secteur. Un autre centre national tourné vers **la recherche appliquée sur les énergies solaire et éolienne et sur la biomasse** a également été créé. Cet institut jouit aujourd'hui d'une reconnaissance internationale. Deux cents chercheurs y travaillent menant des projets sur les cinq continents, et développant les technologies de pointe les plus récentes.

Même s'il reste énormément à faire avant que les combustibles fossiles ne puissent disparaître complètement, des résultats impressionnants ont d'ores et déjà été atteints:

Le secteur des énergies renouvelables en Navarre compte par exemple aujourd'hui plus **d'une centaine d'entreprises**, notamment des usines qui fabriquent des composantes d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques, des opérateurs proposant des services opérationnels et

d'entretien de systèmes fonctionnant avec des énergies renouvelables, et des instituts de recherche et développement. Ces sociétés génèrent des recettes totales s'élevant à 3,5 milliards d'euros par an, **emploient directement 3 800 personnes** (2,6 fois plus qu'en 2002) et représentent 5% du PIB de la région – soit le double de la proportion moyenne du secteur en Espagne, toujours par rapport au PIB, qui est de 2,4%.

Les entreprises établies en Navarre **fabriquent 17% de toutes les éoliennes vendues dans le monde**. Concernant la production d'énergie renouvelable, **81% de l'électricité consommée dans la région provient désormais de sources renouvelables** – contre 42,4% pour l'Espagne dans son ensemble et 20,6% pour l'Europe, selon des chiffres datant de 2011. **La région a montré une résistance inhabituelle à la crise**. Depuis 2008, la baisse de 5,1% du PIB de la Navarre a été moins élevée que celle du PIB national au cours de la même période.



Depuis 2009, les gouvernements centraux espagnols ont drastiquement revu à la baisse les programmes de soutien aux énergies renouvelables, et ce sont essentiellement ces coupes qui ont entraîné la diminution de moitié du nombre d'emplois dans le secteur depuis lors dans l'ensemble du pays. En juillet 2013, par exemple, le gouvernement a adopté une réforme du secteur de l'énergie qui fait la part belle aux combustibles fossiles et maintient le pouvoir oligopolistique des cinq grandes sociétés espagnoles. Le secteur énergétique de la Navarre est parvenu jusqu'à présent à se démarquer de cette tendance.

LONDRES, ROYAUME-UNI: DES COMMUNAUTÉS LOCALES SOUTIENNENT LA FORMATION ET LES EMPLOIS VERTS

QUOI?

Des communautés locales prennent l'initiative pour des quartiers plus verts et plus inclusifs, pour doter des demandeurs d'emplois de compétences vertes, et pour créer des emplois verts.

OÙ LES EMPLOIS SONT-ILS CRÉÉS?

Collecte d'eau de pluie, isolation des bâtiments, conseils sur l'accès aux programmes de soutien, installation de systèmes photovoltaïques, jardinage communautaire, coiffure, recyclage, gestion des déchets.

QUI EST CONCERNÉ?

Communautés locales, employeurs, demandeurs d'emplois, syndicats, établissements éducatifs, autorités locales.

RÉSULTATS?

Création de plus de 500 possibilités d'emploi, formation d'une centaine de chômeurs et propositions d'emplois, accords conclus avec de gros employeurs sur des stages et des emplois.

Site web:

www.unionlearn.org.uk/our-work-and-projects/skills-investment/skills-green-economy/green-skills-partnership



photo: @hmpndlove

Le secteur vert est de plus en plus perçu comme une source non négligeable de croissance au Royaume-Uni. En 2011/12, il a occupé près d'un million de personnes à temps plein. On s'attend aussi à ce qu'il génère près d'un demi-million de nouveaux emplois d'ici 2020.

En 2011, employeurs, syndicats, établissements éducatifs, autorités locales et représentants des communautés ont lancé le partenariat londonien pour les compétences vertes afin d'exploiter le potentiel de ce domaine. **Ce partenariat est une initiative qui part de la base.** Son objectif est triple: création de réseaux locaux pour travailler ensemble; mise à disposition de formations, de compétences et d'expériences professionnelles aux personnes habitants l'agglomération, y compris les chômeurs; et transformation des communautés en lieux plus verts, plus sûrs, plus propres et plus inclusifs.

Les demandeurs d'emplois bénéficient de formations environnementales, sur des aspects généraux et spécifiques, afin de transformer l'emploi en emplois verts dans des domaines aussi variés que l'amélioration des bâtiments, la coiffure, ou en- »

core la gestion des déchets. Les individus formés font aussi office d'«ambassadeurs verts» dans leur quartier et sur leur lieu de travail. Ils diffusent leurs compétences écologiques auprès de leurs collègues et de leurs voisins pour amplifier le changement.

Des emplois verts sont créés dans la collecte d'eau de pluie, l'isolation des bâtiments, les conseils sur l'accès aux programmes de soutien, l'installation de systèmes photovoltaïques, le jardinage communautaire (tonte de la pelouse, gestion des forêts, compostage), l'utilisation de produits respectueux de l'environnement dans la coiffure, le recyclage, la gestion des déchets et les conseils pour réduire les déchets.

Depuis son lancement initial dans l'Est et le Sud de Londres, le partenariat a évolué et concerne à présent l'ensemble de la ville et d'autres régions du Royaume-Uni.

Parmi les résultats positifs on peut citer:

- La création de plus de 500 **possibilités de formation** à travers toutes les initiatives.
- Une offre **de formations et d'expérience professionnelle** dans l'horticulture, la gestion des déchets, et la rénovation des bâtiments pour une centaine de demandeurs d'emploi.
- La création d'une **coopérative de travailleurs** pionnière, le Lewisham New Leaf Collective, afin d'intégrer la production d'énergie renouvelable dans la rénovation durable de logements sociaux.
- La conclusion d'**accords avec certains des plus grands fournisseurs de services et entreprises de construction du pays concernant des stages, des entretiens garantis, des contrats d'apprentissage et des possibilités d'emploi** pour les travailleurs et les demandeurs d'emploi dans le Sud de Londres dans des domaines associés aux économies d'énergie et à la durabilité.



photo: ©Jani Bryson

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: DES NOUVEAUX EMPLOIS ET DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

QUOI?

Création d'emplois locaux et stables et économies d'énergie dans les habitations.

OÙ LES EMPLOIS SONT-ILS CRÉÉS?

Petites et moyennes entreprises dans le secteur du bâtiment.

QUI EST CONCERNÉ?

Les ménages, qui bénéficient de subventions et d'économies d'énergie.

RÉSULTATS?

Environ 16 000 emplois créés ou conservés, plus la possibilité de créer 70 000 emplois à long terme d'ici 2020, économies pouvant atteindre 1,5 milliards d'euros par an en coût énergétique pour les ménages, réduction des émissions de CO₂.

Site web:

www.zelenausporam.cz/sekce/582/about-the-green-savings-programme/



photo: ©ETHEN Jones

En 2009, **un ministre écologiste a lancé le programme national d'économies vertes** (2009-2012) visant à réaliser des économies d'énergie dans les habitations particulières à travers l'octroi aux ménages participants d'une subvention directe comprise entre 30 et 75% des coûts engagés.

Le programme a soutenu les améliorations en matière d'isolation (par exemple le remplacement d'anciennes portes et fenêtres), le remplacement de chaudières non respectueuses de l'environnement, l'achat et l'installation de systèmes d'énergie solaire, et la construction de nouvelles habitations efficaces sur le plan énergétique. Les subventions ont été financées grâce aux recettes publiques générées par la vente de crédits d'émissions de CO2 dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émissions (ETS), qui met en œuvre le protocole de Kyoto en »

Europe. Ce programme n'a donc pas représenté une charge supplémentaire pour les contribuables ou le budget du secteur public.

Entre 2009 et 2012, **plus de 250 000 ménages de la République tchèque ont bénéficié du programme** à hauteur de 967 millions d'euros. La réduction estimée des émissions de CO2 obtenue grâce au programme était, fin 2012, de 864 000 tonnes par an, l'équivalent des émissions d'une ville tchèque de 69 000 habitants.

Quelque 16 000 emplois ont été créés ou conservés, principalement dans des petites et moyennes entreprises actives dans le secteur du bâtiment. Au total, les subventions octroyées dans le cadre du programme permettront **aux ménages concernés de réaliser jusqu'à 1,5 milliards d'euros d'économies par an**, rien qu'en frais de chauffage.

Selon les estimations, la poursuite du programme (entre 2013 et 2020) créera ou conservera **pas moins de 70 000 emplois**.





photo: ©Heatherfaye

COLOPHON

Cette publication a été produite par le groupe de travail Green New Deal des Verts/ALE au Parlement européen. Sa première partie se base sur des travaux antérieurs réalisés par l'eurodéputée écologiste Elisabeth Schroedter, notamment «Green Jobs. The opportunity for the European labour market», publié en 2011, et la résolution du Parlement européen «Développer le potentiel d'emplois d'une nouvelle économie durable», adoptée le 7 septembre 2010 (rapporteuse: Elisabeth Schroedter).

Recherche: Ana Belen Sanchez et Daniza Hanz, Sustainlabour, www.sustainlabour.org

Conception graphique: Wickedfruit, www.wickedfruit.com

Cette publication a pu voir le jour grâce aux contributions de nos partenaires et collègues des partis Verts nationaux, des représentants et des membres des diverses initiatives visant à créer des emplois verts – aux niveaux national, régional ou local – présentés dans cette brochure, des secrétariats des eurodéputés impliqués dans les groupes de travail du groupe des Verts/ALE “Green New Deal” et “Climat”, ainsi que des conseillers politiques et du personnel du groupe Verts/ALE.

Coordination du projet: Stefanie Hundsdoerfer, conseillère du Green New Deal, groupe Verts/ALE.

Assistance: Lonke Bentinck

En savoir plus à propos du Green New Deal sur www.greennewdeal.eu

Les Verts/ALE au Parlement européen
Rue Wiertz 60 - 1047 Bruxelles – Belgique

Avril 2014

Cette publication a été imprimée sur un papier 100% recyclé et avec des encres végétales biologiques.

photo cover: © Gene Chutka

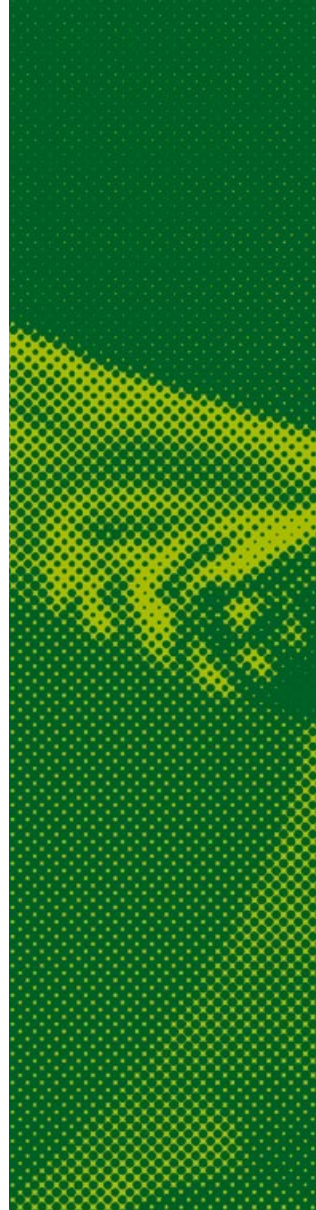




photo: ©Daisy-Daisy

Les Verts/ALE au Parlement européen

Rue Wiertz 60
1047 Bruxelles
Belgique

Téléphone: +32-2-2843045
www.greens-efa.eu

WWW

Cette publication et ses références sont
disponibles en ligne en version complète sur:
www.greennewdeal.eu/greenjobs

